

La lutte contre la misère et l'exclusion.

Pour une méthodologie du croisement des savoirs¹.

Carl Havelange
Maître de recherches au FNRS
27 novembre 2003.

Je voudrais d'abord remercier Macha Martens, qui a eu la gentillesse de m'inviter à cette réunion de coordination et d'échanges de points de vue, considérant sans doute que l'expérience de « croisement des savoirs » dont je voudrais me faire l'écho n'est pas étrangère aux préoccupations qui vous réunissent aujourd'hui.

Avant d'en venir à l'expérience du croisement des savoirs proprement dite, je voudrais formuler quelques remarques générales qui nous permettront, je l'espère, de mieux situer cette dimension de la reconnaissance sur laquelle cette expérience prend fermement appui et qui concerne de très près, je crois, tous ceux qui sont engagés, d'une manière ou d'une autre, dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Comment agir efficacement contre la misère et contre l'exclusion ? C'est la question que nous nous posons tous ! Et les réponses que nous y apportons sont directement dépendantes de la place et des significations aussi bien sociales, culturelles, politiques, que nous associons aux diverses manifestations de la pauvreté et de l'exclusion.

De ce point de vue, un bref retour en arrière n'est peut-être pas inutile. Vous le savez, l'idéologie productiviste qui se met en place dans nos sociétés dès la fin du Moyen-Age, et qui dès lors ira sans cesse en se développant, détermine une nouvelle conception de la pauvreté, placée sous le double signe de la disqualification et de la responsabilité individuelle. Les pauvres, somme toute, deviennent responsables, c'est-à-dire coupables de leur pauvreté. Ce qui n'était pas nécessairement le cas auparavant, et ce qui n'est pas nécessairement le cas dans d'autres sociétés que les nôtres.

¹ Conférence prononcée le 27 novembre 2003, rencontre transnationale PERENE, Conseil Economique et Social de la Région Wallonne (Liège).

A cette idée de responsabilité individuelle qui nourrit, aujourd'hui encore, d'innombrables stéréotypes concernant la pauvreté et l'exclusion, s'associe l'idée de menace collective et de danger : les pauvres, les exclus, les sans travail, toutes les marges fragilisées de la société, menacent l'ordre social tout entier. Et dès lors que, au cours de l'époque moderne, le travail s'imposera progressivement comme la forme exclusive de légitimité sociale, cette représentation singulière et très disqualifiante de la pauvreté ne fera que s'accroître. Au cours du XIXe siècle, avec les développements de l'industrialisation et des idéologies qui la soutiennent, cette conception de la pauvreté atteindra une sorte d'acmé et nourrira un ensemble très rigide de représentations communes qui, aujourd'hui encore, consciemment ou inconsciemment, explicitement ou implicitement, alimentent l'idée que l'on se fait de la pauvreté et des innombrables problèmes qui lui sont associés.

Je n'ai évidemment pas le temps de développer cette question. Je voudrais simplement, en guise d'illustration, vous lire un texte du XIXe siècle, tout à fait banal en son temps et qui illustre de manière me semble-t-il très éloquente cette position singulière que la société occidentale a conférée à la pauvreté :

« Il est une multitude de circonstances que l'ouvrier [le pauvre de l'époque] pourrait éviter, s'il était doué de cet esprit d'ordre et d'économie qui fait le bonheur et le bien-être des familles . Certes, il arrive fréquemment que le salaire est insuffisant, mais il est d'autres moments pour chaque industrie où elle fleurit et procure de beaux bénéfices. Et bien ! dans ces moments, l'ouvrier s'enivre, s'adonne à la débauche, et la misère est quelquefois aussi grande que lorsque le salaire est un peu élevé. Suivez l'ouvrier dans son habitation : la malpropreté y règne ; les enfants ne sont pas assez souvent lavés ; ils sont mal vêtus ; l'alimentation est mauvaise ; les repas ne sont pas ordonnés d'une manière tout à la fois économique et réparatrice. Tout tend à retenir la classe indigente dans l'état pitoyable où elle se trouve. L'esprit d'ordre y est rare, et il s'y insinue avec

beaucoup de difficulté et de lenteur. Les exhortations les plus sages restent sans résultat »².

Ou encore, ces remarques d'un autre médecin préoccupé, à la fin du XIXe siècle, par la question alors de mode de la « dégénération de la race » :

« L'ouvrier ne sait pas se marier, choisir sa compagne. Il ne sait se comporter ni en bon mari, ni en bon père [...]. Son instinct est trop perverti et il n'a pas la science ».

Et d'ajouter encore :

« Un peuple affaibli par la misère, l'ignorance et l'alcool est un danger permanent »³

On sourit aujourd'hui, me direz-vous, devant de telles outrances. Tout au long du XXe siècle, il semble que la mise en place de nouvelles politiques sociales – qui sont l'honneur de l'Europe –, ait substitué d'autres valeurs à cette idéologie méprisante et paternaliste du XIXe siècle.

Mais l'on sourit de manière parfois un peu jaune lorsque l'on voit ces mêmes politiques sociales remises en cause aujourd'hui de manière parfois bien inquiétante. Et lorsque l'on prend conscience que de telles remises en cause sont soutenues par des arguments au fond très proches de ces stéréotypes anciens qui nous paraissent si caricaturaux. Les notions de culpabilité ou de responsabilité individuelles, d'ignorance, d'atavisme, de désordre, de grouillement menaçant, restent, sous un vocabulaire parfois hypocritement édulcoré, les figures les plus communes à quoi se trouvent encore bien souvent associé le monde de la pauvreté.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, trente années de prospérité ont pu donner au monde occidental l'illusion que la pauvreté était un phénomène résiduel et

² Nicolas FOSSION, *Rapport sur la condition ouvrière et sur le travail des enfants*, 1846.

³ Charles PETIHAN, *La dégénérescence de la race belge*, BSMP, vol. 7(1886-1889), p.78.

que le progrès – social, économique, culturel, scientifique, politique -, allait bientôt en venir à bout. On pouvait croire que la société *telle qu'elle était* – certains en tout cas le croyaient -, pourraient venir à bout de la misère et de l'ignorance, conjuguées depuis longtemps en une même figure répulsive.

Depuis plus d'un demi siècle, il nous a fallu bien entendu déchanter ! La réapparition d'une pauvreté de masse dans nos sociétés que dites d'abondance nous conduit à plus d'humilité et nous invite à des remises en cause plus profondes, à l'heure également où les modalités traditionnelles de lutte contre la pauvreté montrent si tragiquement et si concrètement leurs limites.

L'analyse de ces limites et de ces échecs est évidemment très complexe. Mais il apparaît en tout cas de manière toujours plus évidente que le principe de l'imposition aux plus pauvres d'un « savoir », de normes, de valeurs, de comportements, dont les mieux nantis seraient les dépositaires, ce modèle donc qui oppose l'ignorance des exclus à la « science » des « inclus », ne fonctionne pas, et qu'il génère toute une série de résistances, de dysfonctionnements, d'effets évidemment pervers qui contribuent à pérenniser et à reproduire la misère, bien plus qu'à la résorber.

Bien des réflexions ont été menées dans cette direction. Lutttes syndicales et politiques, bien entendu, qui ont transformé en profondeur le paysage social au XXe siècle et fourni tout un outillage conceptuel pour penser autrement la question de la pauvreté et de l'exclusion. Plus récemment, dans le domaine des sciences humaines, bien des recherches ont montré également le caractère profondément contre-productif des manières d'intervention traditionnelles et proposé d'autres manières de penser la pauvreté, la marginalité, l'exclusion, d'autres manières également d'intervenir.

L'échec des politiques antérieures, leur caractère désuet et leurs limites de plus en plus évidentes, ont généré d'innombrables initiatives, publiques ou privées, locales, nationales ou transnationales, qui ont pour objet d'aborder autrement la question de l'exclusion et d'intervenir autrement auprès des populations fragilisées par la pauvreté, le manque de ressources aussi bien économiques que sociales, culturelles ou politiques.

Le programme EQUAL, qui nous réunit aujourd'hui, représente, au niveau européen, sans doute l'une des initiatives les plus significatives en ce domaine.

Alternatives aux modalités d'intervention traditionnelles, disais-je. Les notions de partenariat, de réciprocité, de participation, d'écoute et d'analyse de la demande, sont au cœur de ces nouvelles modalités d'intervention et d'action.

Alternatives heureuses et contestations du modèle traditionnel qui reposait au mieux sur la condescendance, au pire sur le mépris.

Mais l'affaire n'est pas pour autant gagnée – c'est aussi cela, je crois, qui nous réunit aujourd'hui. L'affaire n'est pas gagnée d'avance parce que, d'abord, de telles initiatives se heurtent bien souvent à des réalités institutionnelles difficiles à contourner et, plus généralement, à cette force d'inertie extraordinaire qui rend si difficile la transformation effective des manières de faire et de penser. Ensuite parce que le problème est infiniment plus complexe qu'il n'y paraît – les intervenants de terrain en font, je crois, l'expérience quotidienne !!

Il ne suffit pas en effet d'écouter pour comprendre, ni de proposer pour être entendu. Il ne suffit pas qu'un projet ait vocation au partenariat pour fédérer *ipso facto* les énergies et mobiliser les enthousiasmes. Il ne suffit pas d'être empathique pour être accueilli. Il ne suffit pas d'être sincère pour être efficace. Il ne suffit pas de dénoncer les modèles convenus d'imposition du sens pour leur substituer des formes d'intervention qui soient, sur le terrain, véritablement fécondes. Il ne suffit pas de reconnaître aux plus pauvres et aux exclus le droit à la parole pour que cette parole soit, véritablement, entendue. Celle-ci, en effet, ni pour *nous*, si bavards, ni pour *eux*, si muets, n'est d'emblée audible – et lorsqu'elle le devient, elle met parfois si profondément en cause nos propres manières de penser que nous avons, sans même en avoir conscience, une fâcheuse tendance à la surdité, fût-elle partielle et sélective.

La reconnaissance du savoir des plus pauvres, donc, et du savoir des exclus. C'est bien là que réside une part essentielle du problème –   l'horizon de cette notion qu'il est possible aujourd'hui de penser   nouveaux frais la question de l'exclusion et,

parallèlement, de concevoir des méthodes d'intervention et de partenariat véritablement novatrices et, surtout, « efficaces » - productrices, en tout cas, de changements véritables.

*

C'est exactement dans cette perspective que se situe le programme de recherches mis sur pied par l'organisme ATD – Quart monde et auquel j'ai eu pendant plusieurs années le privilège de participer. Programme dont j'ai d'ailleurs plaisir à rappeler ici qu'il a été en partie financé par le Fonds Social Européen. Cette recherche a abouti à la publication d'un premier livre, en 1999, intitulé *Le croisement des savoirs. Quand le quart monde et l'université pensent ensemble*. Ce livre, à bien des égards pionnier, est signé par une trentaine d'auteurs – d'auteurs, j'y insiste, à part entière -, provenant de milieux très différents : des universitaires, des personnes du quart-monde ayant vécu ou vivant encore des situations d'extrême pauvreté, et des volontaires du mouvement.

Ce livre, je crois, n'apporte aucune réponse définitive aux questions qui nous occupent aujourd'hui. Mais il pose des questions essentielles. Et surtout il témoigne d'une expérience, longue et exigeante, d'une expérience de collaboration véritable et de rencontre authentique entre des personnes qui se situent aux extrêmes des hiérarchies traditionnelles du savoir et de la compétence : les plus pauvres, d'une part, dont le parcours scolaire chaotique a souvent été interrompu dès le plus jeune âge ; les professeurs d'université, d'autre part, qui représentent en en sommet, fût-ce de manière formelle, l'idée de constitution et de transmission des savoirs institués ou « reconnus ».

Il témoigne à la fois de la possibilité de cette rencontre et de ses difficultés. Il suggère également une méthode du croisement des savoirs, en montre à la fois toutes les difficultés et toutes les promesses.

L'expérience, qui se situe aussi dans un contexte militant, a pour point de départ et pour esprit directeur l'exact contre-pied des représentations traditionnelles de la pauvreté que j'évoquais tout-à-l'heure. Non plus l'idée de la culpabilité et de l'ignorance des exclus, mais celle d'une responsabilité avant tout collective, cette idée, maintes fois

formulée par le fondateur du mouvement ATD Quart Monde, Joseph Wresinski, selon laquelle toute forme d'exclusion met en cause très profondément le fonctionnement de nos sociétés et hypothèque lourdement leur aspiration explicite à la « démocratie ».

L'exclusion, dans cette perspective, ne peut plus être considérée comme un phénomène résiduel ou comme une fatalité statistique n'affectant que des marges plus ou moins reculées de nos sociétés. Qu'on l'aie dite périphérique au cours des années de relative prospérité ne change évidemment rien à l'affaire : l'exclusion, en son principe, passe des questions secondaires au cœur même de la réflexion sur le corps social.

Sous la forme extrême de la grande pauvreté, cette pensée de l'exclusion porte l'inadmissible en pleine lumière et engage de nouvelles formes d'analyse et d'action. Le « point de vue » des plus pauvres, importe, dès lors, en ceci qu'il révèle à elle-même la société tout entière et qu'il est susceptible d'en inspirer les modalités de transformation. Le savoir des pauvres acquiert ainsi une irréductible spécificité, – on ne peut lui substituer aucune connaissance exogène aux milieux de la misère -, et une forme nouvelle d'universalité puisqu'il est appelé à modifier la perception que la société dans son ensemble a d'elle-même.

Conception révolutionnaire, il faut y insister, qui fait du savoir des exclus, des perdants, des vaincus, l'un des centres principaux au départ desquels peut être pensé à nouveaux frais le devenir de nos sociétés. C'est là, brièvement résumée, une forme de pensée très fortement engagée qui conjugue en une même figure de la responsabilité action militante et réflexion critique : au croisement des grandes idéologies et des grands mouvements d'idées de ce siècle, une pensée de l'essentiel, de la responsabilité collective et de la participation.

Le point de vue des plus pauvres : cela n'est en rien une abstraction ni ne désigne seulement la capacité à reconnaître, à dénoncer ou à tenter de comprendre comme de l'extérieur la « misère du monde ». L'exigence fondatrice de cette nouvelle pensée de l'exclusion est indissociablement sociale, politique et épistémologique. Comment faire voir le point de vue des plus pauvres, en effet, et comment faire en sorte que leur voix soit entendue ?

Il y faut au moins deux conditions. D'abord que ce « point de vue » existe et qu'il existe de manière structurée, qu'il conduise à l'élaboration de catégories et de contenus de pensée susceptibles de traduire en mots et en concepts l'expérience vécue de la misère et ses significations. D'abord, donc, que ce *point de vue* devienne *savoir*. Ensuite - et, en fait, indissociablement -, que ce savoir soit reconnu comme pertinent, fécond, utile pour le reste de la société. Que le point de vue des plus pauvres ne serve pas au titre seul de « témoignage », mais que, devenu savoir et reconnu comme tel, il trouve place légitime et opérante au sein des instances traditionnelles de constitution et de transmission des connaissances. Que le savoir des pauvres, somme toute, et non plus seulement le savoir *sur* les pauvres, « entre à l'université ». C'était là l'un des objectifs premiers du programme quart-monde – université.

Comment procéder ? Quelles méthodes et quelles pédagogies mettre en œuvre pour que puissent à la fois se reconnaître, se rencontrer et se modifier ou s'enrichir mutuellement des savoirs et des compétences d'apparence aussi hétérogènes :

- les savoirs vécus issus de l'expérience de l'exclusion et de la grande pauvreté ;
- les savoirs universitaires porteurs d'une tradition longue et multiple d'analyse critique ;
- les savoirs d'action ou d'engagement que représentent plus directement les volontaires engagés aux côtés du mouvement ?

Le premier intérêt du programme Quart Monde – Université est d'avoir été, de ce point de vue, un lieu d'expérimentation tout à fait extraordinaire. Pendant plus de deux ans universitaires, militants et volontaires ont cherché à élaborer un langage commun, à « croiser » leurs savoirs de telle manière que les résultats de leurs recherches deviennent propriété collective et soient pleinement pertinents et utilisables dans leurs milieux de vie et d'action respectifs.

Chacun, dans ce processus au long cours, a été mis à rude épreuve à la fois émotionnelle et intellectuelle. Tous ont dû faire face aux stéréotypes inaperçus entravant jusque là le mouvement de la pensée ;

- vivre, chacun en son lieu propre, l'expérience renouvelée de la parole impossible, de la méconnaissance, de l'incompréhension, de l'exclusion ;

- trouver les mots – fragiles d’abord, incertains, hésitants, eux-mêmes expérimentaux – susceptibles de conduire enfin à la formulation et à l’appropriation collective de ce qui là était en train de se vivre ;
- être à la fois soi-même – impossible de tricher en telles circonstances! – et toujours au bord de déraper, en cette frange si mince du savoir où les regards, vraiment, se croisent et se portent en des lieux totalement inédits, où la parole de chacun finit par être pleinement entendue, reconnue, et transformée en même temps par le regard de tous.

Le savoir des plus pauvres n’est pas donné d’emblée à comprendre, par le biais de témoignages qu’il suffirait de soumettre à l’appréciation de « spécialistes » : comme tout savoir, il se construit. Et il se construit, ici, dans un long processus d’élucidation réciproque qui requiert l’aptitude à la conceptualisation autant des plus pauvres – les « militants » - que des volontaires et des universitaires. Ce processus exigeant et profondément déstabilisant d’une co-recherche véritable, impliquant directement et à parts égales tous les acteurs concernés, constitue l’axe structurant de ce programme à vocation expérimentale et, d’une certaine manière, son objet premier.

Comment rendre possible le croisement effectif des savoirs et, dans ce mouvement, une forme renouvelée de connaissance et donc d’action? La question n’est en rien rhétorique. Elle a mobilisé au plus profond l’enthousiasme et l’inquiétude de chacun des co-auteurs pendant toute la durée du programme. En résonance très intime avec l’idée maîtresse, évoquée plus haut, d’un déplacement du questionnement à propos de l’exclusion, elle conduit à une épistémologie et à une pratique de la reconnaissance mutuelle. Toute forme et tout contenu de connaissance devant être impérativement validé par l’ensemble des acteurs, il est essentiel que l’effort réciproque d’élucidation s’appuie sur l’écoute la plus attentive et la sympathie la plus exigeante.

Une méthode du croisement des savoirs donc, qui peut conduire à de nouvelles formes d’intervention et d’action, ainsi qu’en témoigne, par exemple, la poursuite du programme Quart-monde et, tout récemment, la publication d’un nouveau livre intitulé *Le croisement des pratiques*. L’essentiel, du point de vue de la *réflexion* comme du point de vue de la *pratique*, réside dans cette exigence de co-recherche et de co-formation,

cette exigence d'une pensée authentiquement partagée, si facile à envisager aujourd'hui, mais si difficile à mettre en œuvre. C'est pourquoi la méthode et les moyens doivent en être si mûrement réfléchis.

Au sortir de cette expérience à vrai dire bouleversante, je sais qu'il reste énormément à faire pour poursuivre dans cette direction que j'estime novatrice et féconde. Je sais que ces deux livres posent plus de questions, peut-être, qu'ils n'apportent de réponses. Je sais aussi que le contexte très particulier en lequel cette expérience s'est déroulée n'est pas, tel quel, reproductible.

Mais j'ai acquis au moins quelques certitudes d'ordre méthodologique.

- Ainsi je sais que le processus à mettre en œuvre correspond à une « méthodologie chaude » qui, en rigueur, élit le sujet au cœur même de la démarche cognitive.
- Je sais que c'est une « méthode douce », également, en ce sens qu'elle élit toujours la parole et le savoir de l'autre, quelque soient leur opacité ou leur difficulté, au titre d'irremplaçable source de questionnement et de transformation. La « vérité », ici, se situe toujours à la croisée des regards.
- Je sais aussi que c'est une méthode qui s'associe aux tendances les plus novatrices des sciences humaines, en ce sens qu'elle privilégie les aspirations à la compréhension, la mise au jour de la *signification* plutôt que l'idéal désuet de la pure description, de la pure objectivation.
- Et je sais enfin que c'est une méthode en révolte, qui voudrait renouer avec l'inspiration première de toute science et de toute pratique collective, dont la vocation est, à l'évidence, de rendre le monde supportable.